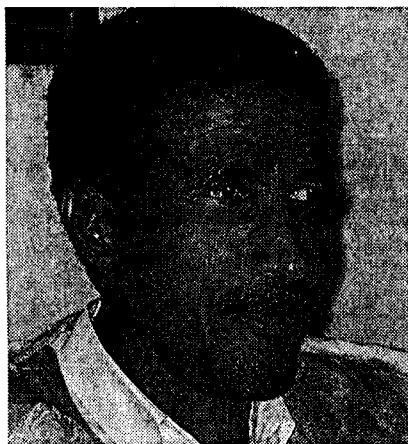


# Mohamed Ould Maouloud à l'Eveil-Hebdo :

## "Le pétrole risque d'être pour notre démocratie une source de problèmes"

**Eveil Hebdo:** Depuis la dernière élection présidentielle, on remarque une certaine léthargie de l'opposition. Qu'en est-il?

**Mohamed Ould Maouloud :** L'opposition n'est pas la seule dans cet état. Le camp du pouvoir vous en conviendrez, n'a guère plus d'allant. Les électeurs du PRDS, comme la majorité de ses cadres partagent avec toute l'opinion publique nationale des sentiments d'abattement, de déception, de désarroi, suite au scrutin du 07 novembre et à l'arrestation de Mohamed Khouna Ould Haidallah et de ses compagnons.



Il est vrai, ces événements, tel un typhon, ont eu un effet dévastateur sur tout le champ politique. Si l'opposition paraît aujourd'hui défaite, le pouvoir lui-même est comme frappé de paralysie, n'osant prendre aucune initiative politique pour réparer les dégâts, pour ramener la sérénité, pour faire renaître l'espoir.

Les élections présidentielles ont débouché sur une vraie crise politique qui affecte tout le monde. Comment s'en sortir est aujourd'hui la question qui préoccupe tous les acteurs, et tant que les réponses adéquates n'auront pas été trouvées par les uns et les autres, la léthargie politique persistera.

Mais à quelque chose malheur est bon. La pause actuelle serait bénéfique pour l'opposition si elle est mise à profit pour s'interroger sur elle-même, sur sa stratégie. Notre défaite - nous l'opposition - s'explique en partie par de lourdes fautes commises durant la phase électorale mais aussi bien avant. Pourquoi la dispersion des candidatures et des moyens très modestes alors que le challenge pour de nombreuses raisons était particulièrement incertain? Pourquoi en octobre 2002 et en août 2003, avoir laissé passer les occasions initiées par l'UFP de renouveler le dialogue avec le pouvoir pour justement discuter des conditions d'une compétition électorale transparente et sereine? Pourquoi mépriser les

trepris d'organiser un meeting aux blocs et une rassemblement à la maison des jeunes. Ces deux actions ont été interdites formellement ou empêchées (fermeture de la maison des jeunes) par les autorités. L'UFP a également initié avec d'autres une action

voies de contestation légale - ne serait-ce que pour convaincre l'opinion publique du bien-fondé de notre rejet des résultats - si on doit ensuite verser dans la passivité totale?

**E-H: Vous annonciez durant la campagne que vous n'accepteriez pas une défaite en cas de fraude. Pourquoi cette relative passivité alors que vous qualifiez de frauduleuse la réélection du président Maouiya?**

**MOM:** Vous vous trompez d'interlocuteur. Je n'étais pas candidat et il ne me revenait pas d'accepter ou de refuser un résultat. Par contre, je soutenais avec mon parti le candidat Mohamed Khouna Ould Haidallah et nous avons été solidaires avec lui dans sa contestation des résultats.

Je dois ici préciser que pour notre parti, cette contestation se justifiait surtout par l'arrestation de notre candidat avant le scrutin. Cela était grave, irrégulier et, invalider au terme de la loi, tout scrutin même transparent. Ainsi avons-nous préconisé l'introduction d'un recours auprès du conseil constitutionnel. Cela n'a été possible, comme vous le savez, qu'après la libération de notre candidat. La décision très contestable du conseil constitutionnel a définitivement clos cette action.

Au plan de l'action politique, notre parti n'a pas été non plus passif. A ma connaissance, il est le seul à avoir en-

coordonnée de toute l'opposition pour soutenir le candidat Haidallah et ses compagnons lors du procès. Toutes ces actions n'ont peut-être pas eu un grand éclat surtout à cause du découragement général au sein de l'opinion publique mais aussi à cause de l'effet démobilisateur des derniers jours du ramadan.

Cela dit, en matière électorale, les contestations sont chose normale. Surtout que le pouvoir a tout fait pour créer un climat de suspicion et de défiance par le refus des observateurs et surtout par l'absence de toute communication entre l'administration en charge de l'organisation des élections, le ministère de l'intérieur notamment, et les candidats de l'opposition.

Mais lorsque les voies de recours légales sont épuisées, il faut savoir tourner la page pour en ouvrir une nouvelle. Il ne sert plus à rien de continuer à se fixer sur une élection que nous n'avons réussi à bien contester. Mais il est clair que l'entreprise (tourner la page) relève de l'effort commun de l'opposition et du Pouvoir. Sinon le pays en restera toujours à la même page.

**E-H: Selon vous, le changement est-il toujours possible par la voie des urnes?**

**MOM:** Jusqu'à présent le changement n'a pas été possible par la voie des urnes. Mais le sera-t-il demain? La question est complexe. C'est avant tout une question de

rapport de force politique et électorale qui n'est jamais une chose figée.

Pour l'UFP, le changement doit être recherché par la voie des urnes. C'est ce qui est dans l'intérêt du pays, son unité, sa stabilité. La crise politique actuelle doit nécessairement avoir une issue. L'ouverture politique, le dialogue entre l'opposition et le Pouvoir doit permettre de refonder notre processus démocratique sur des bases nouvelles, notamment un code électoral consensuel comportant des garanties suffisantes de transparence. En dehors de cette voie, il n'y a que l'approfondissement de la crise c'est-à-dire le pourrissement. Et vous savez que lorsque quelque chose pourrit, il peut crever à l'improviste de toute part. Je souhaite que les principaux acteurs de l'opposition comme du Pouvoir transforment le problème en opportunité pour mieux asseoir la stabilité et la démocratie dans notre pays, consolider la cohésion nationale, et se préparer ainsi à tirer le meilleur profit de notre avenir pétrolier. Dans cette perspective, à laquelle pense tout le monde autour de nous, nous avons juste le temps de remettre de l'ordre dans la maison. Il serait dommage pour l'intelligence, la raison, le pays que certains continuent de cultiver entre l'opposition et le Pouvoir la mentalité de la "guerre de cent ans". Dans ce cas, qu'à Dieu ne plaise le pétrole risque d'être pour notre démocratie une source de problèmes.

**E-H: La politique de dialogue avec le Pouvoir que vous avez toujours prôné, a montré ses limites durant ces dernières élections. Y croyez-vous toujours?**

**MOM:** Certes, le dialogue a manqué durant les dernières élections. Mais c'est bien malgré nous car les problèmes ne manquaient, et il n'y avait pas de meilleure voie pour les surmonter. Pour notre part, nous n'étions pas candidat et nous ne pouvions prendre certaines initiatives. Les élections ont débouché sur une crise politique grave, on ne

peut en sortir positivement que par le dialogue.

**E-H: On parle de rapprochement dans le camp de l'opposition, qu'en est-il au juste?**

**MOM:** Il n'y a pas de raison qu'il en soit autrement. Notre parti considère que l'unité de l'opposition est indispensable dans cette période et nous avons pris quelques initiatives dans ce sens.

**E-H: Gardez-vous des contacts étroits avec la coalition qui avait soutenu Haidalla?**

**MOM:** Bien sûr que oui. Chacun a évidemment ses spécificités et son statut. Aujourd'hui, il ne s'agit plus pour nous de regarder derrière et de continuer à parler du scrutin du 7 novembre. Mais plutôt de poursuivre la lutte politique et judiciaire pour que le président Mohamed Khouna Ould Haidallah et ses compagnons recouvrent les droits civiques dont ils ont été abusivement privés par la cour criminelle. Il s'agit pour nous aussi d'envisager ensemble, de concert avec le reste de l'opposition, de poursuivre la lutte pour une solution politique viable à la crise politique actuelle.

**E-H: Comment interprétez-vous la visite de Alioun Tine, secrétaire général de la Radho, persona non gratta en Mauritanie, l'avez-vous rencontré et que vous êtes vous dit?**

**MOM:** Je n'ai jamais eu à rencontrer M. Tine, donc je n'ai pas de commentaires à faire sur une visite qui ne me concerne pas.

**EH : Participeriez-vous aux prochaines élections sénatoriales d'avril 2004?**

**MOM :** nous sommes en train d'étudier la question. Reposez-la-moi dans une semaine environ

**Propos recueillis**

par Birome Guèye